

<p style="text-align: center;">CONTRATS CONCLUS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L954-3 DU CODE DE L'EDUCATION REGIME JURIDIQUE ET MODALITES DE GESTION</p>

Vu la délibération du Conseil d'administration N°2017-19 en date du 13 mars 2017 portant approbation de la mise en œuvre des contrats dits LRU au sein de l'Université Lyon 2,

Considérant le souhait de permettre le recrutement, pour une durée déterminée, d'agent.es contractuel.les pour assurer des fonctions d'enseignement et/ou de recherche, l'établissement a décidé par délibération susvisée d'avoir recours à l'article L 954-3 du code de l'éducation,

Les modalités de gestion de ces contrats sont les suivantes :

Ce type de contrat sera conclu pour deux types de populations pour lesquelles aucune autre base réglementaire n'existe.

Il s'agit, d'une part, des doctorant.es afin qui effectuent des travaux de recherche dont la durée d'activité ne correspond pas à celle des contrats doctoraux uniques.

D'autre part, des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es en difficulté, du fait des restrictions des libertés académiques, voire dont la vie est menacée et qui sont recrutés dans le cadre de la création du Programme d'Aide à l'accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE).

La présente délibération vise à définir le régime juridique et les modalités de gestion applicables à ces nouveaux personnels. Ces règles entreront en vigueur à compter de la publication de la présente délibération.

1) Identification du besoin et publication du poste

En premier lieu, une demande de contrat devra être établie selon le modèle joint à la présente et adressée au service des personnels enseignants de la DRH. Cette demande fera état du besoin du laboratoire pour le recrutement de chercheur.es doctorant.es. Les recrutements dans le cadre du dispositif PAUSE font l'objet d'un échange directement avec le ministère et ne suivent donc pas ce processus.

Les informations recueillies sur cette demande feront l'objet d'un avis de la DRED (ou de l'IUT en fonction du centre de coûts) ainsi que du service Pilotage de la Masse Salariale permettant de certifier la soutenabilité budgétaire de la demande.

A cette demande, une fiche de poste sera jointe. Celle-ci sera utilisée en support pour la diffusion de l'offre.

Ce pré-dossier fera ensuite l'objet d'un examen au niveau de la présidence qui statuera sur l'éligibilité de la demande.

A l'issue, l'offre de poste devra faire l'objet d'une diffusion internet, sur le site de l'université (rubrique recrutement) assurée par le service des personnels enseignants de la DRH, le cas échéant complétée d'une publication sur le site internet du laboratoire. Cette diffusion permettra au service recruteur de recueillir les candidatures selon un calendrier défini préalablement assorti de délais raisonnables pour permettre la visibilité de l'offre et la collecte des profils dans les meilleures conditions.

2) Procédure de sélection des candidat.es : avis du comité de sélection

Les candidat.es seront sélectionné.es à l'issue de l'étude des candidatures voire d'un entretien conduit conjointement par le directeur/trice du laboratoire ou sa/son représentant.e, et, un.e représentant.e enseignant.e-chercheu.re désigné.e par le/la coordinateur/trice GEI de la section CNU concernée.

Les travaux de sélection donneront lieu à un avis de ce comité de sélection, communicable aux candidat.es pour ce qui les concerne. Cet avis est transmis à la DRED puis à la DRH pour communication à la présidente. La décision finale de recrutement appartient à la présidente de l'Université, après avis simple rendu par le comité de sélection sur chacune des candidatures.

3) Contrat de travail

Les conditions générales de recrutement prévues au titre II du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat s'appliquent. Les candidat.es devront avoir une expérience professionnelle et une formation en adéquation avec le profil recherché.

Le contrat précise l'article de loi en application duquel il est établi et :

- sa date d'effet et sa durée initiale;
- le poste occupé et les missions confiées ;
- le lieu/ service d'exécution du contrat de travail ;
- les obligations et droits de l'agent.e lorsqu'il/elle ne relève pas d'un texte de portée générale ou d'un statut particulier (spécificités liés aux zones ZRR par exemple).

4) Régime juridique applicable

Période d'essai : Une période d'essai sera fixée, et cette dernière peut éventuellement être renouvelée avant que l'engagement de l'agent.e ne devienne définitif. Les règles de durée des périodes d'essai du décret N°86-83 s'appliquent.

Renouvellement et fin de contrat :

Les dispositions prévues dans décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatives au renouvellement ou à la fin de contrat (au terme ou en cours) s'appliquent.

Protection sociale :

L'université Lyon 2 appliquera les dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. Ainsi, ces personnels disposeront des mêmes droits que les autres personnels contractuels.

Formation professionnelle de ces personnels :

Les personnels pourront bénéficier de l'accompagnement en matière de formation professionnelle en vigueur à l'Université Lyon 2

5) Rémunération

La rémunération de ces personnels sera établie :

- à un niveau équivalent à celui des doctorant.es contractuel.les hors mission annexe, soit 1758 euros bruts mensuels pour les chercheur.es doctorant.es actuellement (ce montant pourra être réévalué pour suivre la réglementation)
- au premier échelon du corps des PR ou des MCF selon le niveau de recrutement en cas de recrutement en lien avec le dispositif PAUSE.